



**CACOLE**  
Canadian Association for  
Civilian Oversight of  
Law Enforcement

**ACSCMO**  
L'Association Canadienne  
de Surveillance Civile du  
Maintien de l'Ordre



**CONFÉRENCE DE L'ACSCMO de 2008**

# **Meilleures pratiques et autres leçons concernant la surveillance civile**

**Les 16, 17 et 18 juin 2008  
Hotel Saskatchewan  
Regina, Saskatchewan**

**Biographies des modérateurs et des orateurs**

<b>Nom</b>	<b>PAGE</b>
Helen Banulescu	3
Gary Bass	3
Bill Beahen	3
Dan Bellegarde	4
Gwen Boniface	4
Kevin Brosseau	4
Murray Chitra	5
Maurice Cloutier	5
Nadine Cooper Mont	5
Raymond D'Aoust	6
James Drennan	6
Julianne Dunbar	7
John Epp	7
Richard Evans	8
Lowell Goddard	8
Al Hutchinson	8
Paul Kennedy	9
Dale Larsen	9
Nicholas Long	9
Gary Mason	10
Michael MacDonald	10
William MacDonald	11
Brooke McNabb	11
Robert Mitchell	12
Alok Mukherjee	12
Danny Musqua	13
Adam Palmer	13
Walter Peeters	13
Clif Purvis	14
Wayne Rideout	14
Dirk Ryneveld	15
Frank Schuermans	15
Peter Tinsley	16
Kathleen Thompson	16
Cameron Ward	17
Eeva White	17
Edward N. (Tedd) Wood	17
George V. Wright	18

**HELEN BANULESCU**  
**Directrice Exécutive**  
**Commission des plaintes du public contre la GRC**

Helen Banulescu a été nommée directrice exécutive de la Commission des plaintes du public contre la GRC en mai 2007.

Précédemment, Mme Banulescu a été directrice générale de la Direction générale des politiques en matière de police; directrice générale adjointe de la Direction de la sécurité nationale au Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile du Canada et conseillère supérieure en sécurité nationale au Secrétariat de la sécurité et du renseignement du Bureau du conseil privé. Elle a travaillé sur un grand nombre d'enjeux du secteur des activités policières et de la sécurité, comme la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar, les services de maintien de l'ordre et de sécurité des Olympiques d'hiver de 2010 et les activités du Maintien de la paix internationale de la GRC.

Mme Banulescu détient un baccalauréat ès arts de l'Université de Toronto et un baccalauréat en droit de l'Université d'Ottawa.



**GARY BASS, O.O.M.**  
**Commissaire adjoint GRC**  
**Région du Pacifique & Commandant**  
**Division "E" (Colombie-Britannique)**

Gary Bass, natif du Nouveau-Brunswick, a joint les rangs de la GRC en 1971. En fin de formation, il a été affecté à la côte Est canadienne, où il a travaillé aux services généraux, aux opérations de récupération sous-marine, à la Section nationale des renseignements criminels et à la Section des enquêtes générales.

En 1992, il a été promu au grade d'inspecteur et muté à la Section des crimes graves de la Colombie-Britannique, où il a mené et supervisé une multitude d'enquêtes complexes, dont des centaines d'homicides. Il a été accepté à titre de témoin expert par la Cour suprême du Canada en matière de gestion des cas graves et d'enquêtes liées au crime organisé et aux drogues.

Après une succession de postes comportant de plus en plus de responsabilités, le sous-commissaire Bass a été promu en décembre 2006 à son grade et poste actuels de sous-commissaire de la Région du Pacifique et commandant divisionnaire de la Division E de la GRC en Colombie-Britannique. Il est responsable de toutes les questions policières pour les 5 800 policiers de 127 détachements au service de centaines de collectivités.

Le sous-commissaire Bass a reçu une citation du chef de commandement, deux citations du Commissaire, une médaille d'ancienneté de service et de bonne conduite de la GRC avec agrafe en or, la médaille commémorative du jubilé de la reine et le titre d'Officier de l'Ordre du Mérite des corps policiers. Il détient une maîtrise ès arts en justice pénale et un certificat en criminologie.

**BILL BEAHEN, PhD**

Dr. Bill Beahen, conseiller chez Foresight and Hindsight inc., historien de la GRC à la retraite et Directeur de programme de l'ACCP.

Dr. Bill Beahen détient un doctorat en histoire de l'Université d'Ottawa. Il a joint la GRC en 1979 à titre d'historien, fournissant des informations et agissant à titre de conseiller aux cadres supérieurs. Il a aussi publié de nombreux articles et est coauteur du bestseller « Tuniques rouges dans la prairie », traitant de l'histoire de la GRC du Nord-Ouest.

Dr. Bill Beahen a pris sa retraite de la GRC en décembre 2004 et a été nommé au poste de directeur de programme du réseau Application de la loi, la diversité et les autochtones (LEAD). Dr. Beahen est reconnu pour le rôle important qu'il a joué face aux défis et aux opportunités des services de police canadiens alors qu'il était Officier responsable des Partenariats stratégiques et du Patrimoine de la GRC, à Ottawa.

L'Association canadienne des chefs de police a mis au point un programme favorisant le maintien d'un réseau de services de police visant à rehausser la barre sur le plan des services et des communications auprès des communautés autochtones et ethniques. Dr. Beahan a géré ce programme jusqu'au terme de son contrat de trois ans avec l'ACCP en décembre 2007; il est actuellement semi-retraité.



**DAN BELLEGARDE**  
**Former Vice-Chief**  
**Federation of Saskatchewan Indian Nations**

Daniel J. Bellegarde est membre de la Première Nation de Little Black Bear des cris Assiniboine en territoire du traité 4 du sud de la Saskatchewan. Ancien élève du pensionnat Qu'Appelle, il a étudié à la faculté d'administration de l'Université de Regina et a également reçu une formation spécialisée de diverses universités et institutions d'éducation professionnelle.

M. Bellegarde a occupé des postes de cadre supérieur au sein de différentes organisations des Premières Nations, et a notamment agi en qualité de planificateur socio-économique pour le Conseil tribal de Meadow Lake, président de la *Saskatchewan Indian Institute of Technologies* et premier vice-chef de la *Federation of Saskatchewan Indian Nations*, où il était responsable du portefeuille des droits fonciers issus de traités et des revendications particulières, et également des portefeuilles du jeu, de la justice, des affaires internationales et de l'autonomie gouvernementale. Il est actuellement coordonnateur principal de la gouvernance du *Treaty 4 Governance Institute* à Fort Qu'Appelle.

Il a été membre de nombreux comités et conseils communautaires et a siégé au conseil d'administration national de la SACO. Il est commissaire de la Commission sur les revendications particulières des Indiens depuis 1992 et a également été coprésident de la Commission, de 1994 à 2000. Il est président de *Dan Bellegarde and Associates*, qui se spécialise en formation, en développement organisationnel et en autonomie gouvernementale.



**GWEN BONIFACE**  
**Chef adjointe Inspectrice**  
**Garda Síochána Bureau d'inspection, Irlande**

Gwen Boniface est Inspecteur en chef adjointe de l'Inspectorat Garda Síochána en Irlande.

Elle a consacré trente ans de carrière de services de police canadiens depuis 30 ans, ce qui inclut 8 ans à titre de commissaire à la Police provinciale de l'Ontario (OPP) où elle a acquis une vaste expérience en occupant des postes fonctionnels, administratifs et directionnels. Dans son rôle de commissaire, elle a été responsable d'une grande restructuration de l'OPP et d'un changement de direction. Elle est récipiendaire de l'Ordre de l'Ontario, de l'Ordre du mérite des corps policiers et de la Médaille de distinction en administration publique du lieutenant-gouverneur.

Gwen est diplômée de l'Université York et détient un baccalauréat en droit de l'*Osgoode Hall Law School*. Elle a été admise au barreau de l'Ontario en 1990 et détient aussi un baccalauréat spécialisé en application de la loi.



**KEVIN BROUSSEAU**  
**Directeur principal**  
**Commission des plaintes du public contre la GRC**

M. Brosseau a été nommé au poste de directeur principal des Opérations, de la Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada (GRC) en 2008. Il est responsable de la gestion des étapes du processus de plainte et d'examen pour la Commission. De part son rôle, il traite également les revendications reçues, les analyses, les examens et les enquêtes. Aussi, il a exercé le droit à New York avant d'obtenir ce poste.

M. Brosseau est un ancien membre de la GRC et a acquis une grande expérience du maintien de l'ordre et des relations externes dans plusieurs régions. Il a également documenté le rapport Air India et l'enquête O'Connor en ce qui a trait aux questions légales et à la politique liée à la sécurité nationale, en plus de tenir le rôle d'analyste de la recherche et des politiques au sein de la Direction Générale (DC) de la planification et des politiques stratégiques de la GRC.

Il est un membre actif du Barreau du Haut-Canada, du Barreau de New-York et de la Canadian and American Bar Associations.

Il a obtenu un baccalauréat ès arts (B.A) et un baccalauréat en droit (LL.B) de l'université d'Alberta, ainsi qu'une maîtrise en droit (LL.M) de la faculté de droit de Harvard où il a rédigé un bon nombre d'écrits sur maints sujets répondant à des questions d'ordre juridique et criminologiques pour le Projet Harvard sur le Développement économique des Indiens américains.



**MURRAY CHITRA**  
**Président**  
**Commission civile des services policiers de l'Ontario**

M. Chitra est diplômé de l'Université de Toronto et de la Faculté de droit de Queen's University. Il a été admis au barreau du Haut-Canada en 1980.

M. Chitra est actuellement président de la Commission civile des services policiers de l'Ontario. Avant d'occuper ce poste en 1994 il était Directeur des Services juridiques pour la Commission des Assurances de l'Ontario (dorénavant la Commission des services financiers de l'Ontario). Pendant dix ans M. Chitra a également travaillé à la Direction des Services du ministère des Services correctionnels. Pendant six de ces dix années il a occupé le poste de Directeur des Services juridiques.

M. Chitra est membre du conseil d'administration du Conseil des tribunaux administratifs canadiens. Il a été président de cet organisme, ainsi que de la *Society of Ontario Adjudicators and Regulators*. En novembre 2006 il a été médaillé de la SOAR pour sa contribution exceptionnelle au domaine de la justice administrative de l'Ontario.

M. Chitra est vice-président du Ontario Public Service Quarter Century Club. Ce club regroupe 80 000 membres actifs et anciens membres qui sont des fonctionnaires provinciaux de longue date. Il est également membre du comité consultatif du Lieutenant Gouverneur pour la Médaille de bravoure des policiers de l'Ontario.



**MAURICE CLOUTIER**  
**Directeur du contentieux**  
**Commissaire à la déontologie policière (Québec)**

Depuis 2007, Me Cloutier agit comme Directeur des services juridiques auprès du Commissaire à la déontologie policière. Il plaide régulièrement devant les tribunaux supérieurs et a représenté des organismes tels la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Avocat depuis 1983, Me Cloutier s'est vu décerné le grade de Maître en droit en 1990 (Université Laval). Auparavant, il a oeuvré en pratique privée pendant trois ans. Me Cloutier s'implique dans les activités de son barreau en étant membre du Comité de discipline (Québec)

et du Comité de la Cour du Québec (Montréal). Enfin, depuis quelques années, il enseigne le droit administratif à l'École du Barreau.

**NADINE COOPER MONT**  
**Commissaire aux plaintes contre la police de la Nouvelle-Écosse**

Madame Cooper Mont assure la présidence de la Nova Scotia Police Commission depuis décembre 2001. Elle a fait des études supérieures à l'Université Dalhousie, obtenant un Baccalauréat en Droit ainsi qu'une maîtrise en Administration publique.

Elle possède également une vaste expérience dans la fonction publique, l'entreprise privée et le communautaire. Au cours de sa carrière en Nouvelle Écosse elle fut d'abord principale gestionnaire en matière de politiques à la Protection du consommateur, puis Solliciteur général adjoint, et enfin sousministre au Housing and Consumer Affairs Department. Madame Cooper Mont a joué un rôle-clé dans la restructuration de la Nova Scotia Police Commission et les services de maintien de l'ordre du ministère de la Justice, et a mis en oeuvre les 46 recommandations découlant de l'enquête Donald Marshall. Madame Cooper Mont est également propriétaire et présidente d'une entreprise prospère à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse.



## **RAYMOND D'AOUST**

### **Commissaire adjoint à la protection de la vie privée du Canada**

Depuis le 2 septembre 2003, Raymond D'Aoust occupe la fonction de commissaire adjoint à la protection de la vie privée du Canada dont le mandat principal est de veiller à l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, la loi fédérale pour le secteur public.

Auparavant, M. D'Aoust était à l'emploi du Centre canadien de gestion (CCG), depuis novembre 1999, où il occupait la fonction de directeur général par intérim des programmes de développement de carrière. Il était responsable de la conceptualisation et de la prestation des modules d'apprentissage offerts aux participants des programmes Stagiaires en gestion, Cours et affectations de perfectionnement (CAP), Direction ainsi que du programme de perfectionnement accéléré des cadres supérieurs (PPACS). Le portefeuille de la direction générale incluait également les programmes d'appui à l'apprentissage des sous-ministres et sous-ministres adjoints.

Avant de prendre la barre du développement de carrière, M. D'Aoust a occupé le poste de directeur général de la Recherche au CCG. Il était responsable, entre autres, de l'axe de recherche à long terme sur la gouvernance ainsi que de projets de recherche appliquée sur l'organisation apprenante et la réforme du secteur public, en plus d'assumer la direction de l'équipe de recherche en recherche-action.

M. D'Aoust cumule plus de vingt ans d'expérience en administration publique au sein du gouvernement canadien; il a travaillé à l'évaluation et à l'examen de programmes, à l'élaboration de politiques, en consultations publiques, en planification stratégique et opérationnelle, en gestion de la qualité, en gestion de la technologie et en recherche au sein de plusieurs ministères et agences.

M. D'Aoust a été chargé de cours en administration publique à l'Université Concordia et a donné de la formation à des fonctionnaires fédéraux à plusieurs reprises. Il a étudié en sociologie politique et méthodes de recherche à l'Université Laval (B.A.), à l'Université d'Ottawa (M.A.) et à l'Université du Québec à Montréal (études de doctorat).

## **DR. JAMES DRENNAN**

### **Doyen**

### **Business and Technology**

### **Sir Sandford Fleming College**

James Drennan est Doyen de la School of Business and Technology du Sir Sandford Fleming College. M. Drennan s'est récemment installé à Toronto après avoir exercé les fonctions de coordonnateur du programme – d'une durée de quatre ans – menant à l'obtention du diplôme d'Applied Police Studies (études policières appliquées) décerné par le Georgian College de Barrie, en Ontario, et après avoir enseigné au département de Justice Studies du Durham College et de l'Université de Guelph. M. Drennan a récemment complété un mandat de trois ans au North Ireland College de Belfast, Royaume-Uni, à titre de directeur du service de police relevant de l'International Policing Oversight Commission. Son travail consistait à restructurer les systèmes d'apprentissage de la police et les programmes de développement pédagogique, il était également responsable de partenariats avec le service de police d'Irlande du Nord comptant 13 500 membres, qui était autrefois le Royal Ulster Constabulary (force constabulaire)

Avant d'assumer ce rôle international, M. Drennan dirigeait l'Education and Development Services Bureau ainsi que l'École de police de la Police provinciale de l'Ontario. Il exerçait aussi la fonction de Directeur municipal des relations de travail de la police pour l'Ontario Provincial Police Association, qui compte 8 000 membres. Sa vaste expérience en leadership, gestion et administration, justice, relations de travail et développement de partenariats communautaires a contribué aux succès qui ont couronné sa carrière professionnelle. Après quatorze ans passés au sein de services de police publics à titre d'officier et de commandant, M. Drennan a assumé avec succès les rôles de Président de la School of Business du Conestoga College et du Centennial College, de Doyen du département de Science and Technology du George Brown College, et de Vice-directeur des études du Holland College of Applied Arts and Technology (collège des Arts appliqués et de Technologie) comptant 6 000 étudiants, où il était responsable de la reconstitution de l'entente entre quatre provinces sur la formation policière de l'Atlantic Police College de l'Île du Prince Édouard.

M. Drennan a donné des conférences et signé des publications concernant son expérience professionnelle dans l'enseignement et la police, et il continue de soutenir l'apprentissage et l'enseignement prodigués aux étudiants de premier cycle en Justice Studies à l'Université de Guelph Humber; il poursuit son travail de conseiller pour le Programme de MBA de l'Athabasca University, et de la School of Industrial Relations de Queen's University. Il est



également représentant en services d'experts-conseils, dans les domaines de la planification des affaires, du développement de conseil et de conduite des affaires publics, de l'éducation, du leadership, des relations de travail et

de l'expertise policière dans de nombreux secteurs publics et privés. Il fut l'un des membres fondateurs du tout premier programme de l'International Counter Terrorism Leadership Program, un partenariat entre le Bureau fédéral des enquêtes, les Services de police et l'École de police d'Écosse, et l'École de police d'Irlande du Nord. Il est toujours conférencier invité de l'Académie du FBI à Quantico, en Virginie. M. Brennan a fourni une assistance pour la mise sur pied du Programme de résidence à la maîtrise en Conduite des affaires publiques et Imputabilité de l'Athabasca University.



**JULIANNE C. DUNBAR**  
**Avocate générale**  
**Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire**

Mme Julianne Dunbar fait partie de l'équipe juridique de la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire depuis 2001. Elle y a tout d'abord été conseillère juridique, pour ensuite obtenir en 2006 un poste d'avocate conseil. En juillet 2007, elle a été nommée au poste d'avocate générale de la Commission. À ce titre, elle gère la section des opérations, composée d'avocats, du personnel du greffe, d'un technicien juridique/bibliothécaire, d'enquêteurs ainsi que du personnel de soutien.

Avant de se joindre à la Commission, Mme Dunbar, étant membre civil de la GRC, a occupé un poste de conseillère juridique en tant que procureure chargée des affaires internes. Elle a amorcé sa carrière professionnelle à titre d'avocate de la défense en droit criminel au cabinet d'avocat Addelman & Mannarino à Ottawa.

Mme Dunbar a fait ses études à l'Université d'Ottawa, où elle a obtenu un baccalauréat en sciences sociales (concentration en criminologie) ainsi qu'un baccalauréat en droit. Elle a fait un stage en droit à Ottawa auprès du cabinet juridique spécialisé en droit criminel Addelman, Edelson & Meagher, et elle a été admise au Barreau de l'Ontario en 1997.

Mme Dunbar a également été membre de l'exécutif de la Section nationale du droit militaire de l'Association du Barreau canadien pendant une période de quatre ans.



**JOHN EPP**  
**Commissaire**  
**Bureau du commissaire aux plaintes**  
**Grand Caïman (Grand Caïman)**

John A. Epp : Ph. D. (Droit) (Liverpool) 2001, Maîtrise en justice criminelle (Texas) 1990, Baccalauréat en droit (Saskatchewan) 1982, Baccalauréat ès arts (Saskatchewan) 1979, admis au Barreau de la Saskatchewan en 1983.

Mr. Epp a débuté sa carrière au Canada, se spécialisant d'abord en litiges d'assurances. De 1991 à 2004, M. Epp a travaillé au Bureau du procureur général des Îles Caïman à titre de professeur de droit de l'Université de Liverpool. Il a été président du Tribunal de la commission de la fonction publique. M. Epp est formateur certifié NITA et participe régulièrement à des programmes intensifs de plaidoirie en première instance. Il est auteur de « *Building on the Decade of Disclosure in Criminal Procedure* » (Londres : Cavendish, 2001), et coauteur de *Legal Aid Provision 2002* (Grand Caïman : CILS Academic Press, 2003).

M. Epp a accepté sa nomination au poste de premier commissaire des plaintes contre la police des Îles Caïman en juillet 2004.



**RICHARD EVANS**  
**Surintendant principal**  
**Gendarmerie Royale du Canada**

Richard Evans est directeur du Service des normes professionnelles et d'examen externe de la Direction générale de la GRC à Ottawa. Il est responsable de la coordination et de la liaison de la GRC avec la Collège canadien de police et le Comité externe d'examen de la GRC de même que des questions de politiques relatives aux normes professionnelles. De plus, il a récemment accepté le poste de directeur général du Service du soutien des décisions. À ce titre, il est responsable de la discipline formelle, de la performance et de l'arbitrage des griefs du corps policier.

Auparavant, dans le cadre d'un programme d'échange, le surintendant principal Evans a été directeur général de la Direction des politiques en matière de sécurité nationale au sein de Sécurité Publique Canada. Le rôle de la Direction est de fournir des conseils aux hauts fonctionnaires de même qu'au ministre sur des questions de politique de la sécurité nationale. La Direction a récemment mené plusieurs dossiers qui ont attiré beaucoup d'attention notamment : les commissions d'enquête, la législation antiterroriste, l'établissement de listes d'organismes terroristes, l'accès légal, le régime de certificats de sécurité et une évaluation des mécanismes d'examen de la sécurité nationale au Canada.

Avant ceci, le surintendant principal Evans a été directeur général des Affaires législative de la sécurité nationale de la GRC. Il a été arbitre de discipline à la GRC et a travaillé au Secrétariat de la sécurité et du renseignement du Bureau du conseil privé. M. Evans détient un baccalauréat en droit, un diplôme en administration publique et un baccalauréat ès arts (avec distinction, économie et science politique).



**L'HONORABLE JUGE LOWELL GODDARD**  
**Président, Independent Police Conduct Authority Nouvelle-Zélande**

La juge Lowell Goddard a été nommée juge de la Haute Cour de justice de la Nouvelle-Zélande et membre de la Division criminelle de la Cour d'appel de la Nouvelle-Zélande en 1995. Elle est actuellement directrice de l'Independent Police Conduct Authority, poste assorti d'un mandat de 5 ans. Suivant son admission au barreau en 1975, elle a été de avocate de la défense et ensuite, procureure de la Couronne. En 1988, elle a été nommée conseillère de la reine et en 1989, elle est devenue sous-solliciteuse générale de la Nouvelle-Zélande. Elle était alors responsable de la supervision de tous les procès criminels de la Nouvelle-Zélande et de la conduite de tous les appels criminels de la Cour d'appel de la Nouvelle-Zélande et du Conseil privé. Elle a participé à un grand nombre de procès d'homicide et autres crimes sérieux et a aussi agi à titre d'avocate-conseil auprès de divers

tribunaux et commissions d'enquête.



**AL HUTCHINSON**  
**Ombudsman de la police pour l'Irlande du Nord**

Diplômé de l'Université Carleton, à Ottawa et de Queen's University, Belfast (MBA), M. Hutchinson a été au service de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pendant près de 34 ans, étant éventuellement promu au grade de commissaire adjoint.

Après avoir suivi une formation destinée aux recrues à Regina, Saskatchewan et en Alberta, M. Hutchinson est affecté au Territoire du Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Manitoba, à Ottawa (QG), au Nouveau-Brunswick, à Toronto et à London, Ontario. Parmi ses fonctions et son expérience il faut souligner les tâches de maintien de l'ordre, le crime économique, la lutte antidrogue, la protection des P.D.M. (personnes de marque), l'ordre public, les ressources humaines, la gestion de changements organisationnels et la gestion progressive et les postes de direction. La dernière affectation de M. Hutchinson fut le poste de commandant de la Division O (Ontario), à titre de responsable des Opérations de la GRC dans la principale province du Canada.

Al Hutchinson est chef du personnel au Bureau du Commissaire à la surveillance depuis sa création en 2001. Il a été nommé au poste de Commissaire à la surveillance à la suite de la retraite de Tom Constantine. En débutant dans ses nouvelles fonctions en janvier 2004, Al Hutchinson déclarait : "Patten recommandait un mandat de 5 ans pour le Commissaire à la surveillance, et c'est un honneur pour moi de diriger l'équipe de surveillance à ce stade du travail, qui prendra fin en mai 2005. M. Hutchinson est le nouvel ombudsman de la police pour l'Irlande du Nord, chargé des enquêtes par l'Association des Plaintes Contre la Police.





**PAUL KENNEDY**  
**Président**  
**Commission des plaintes du public contre la GRC**

Monsieur Kennedy a obtenu son baccalauréat ès arts au Collège Loyola de Montréal en 1969 et son baccalauréat en droit à l'Université de Western Ontario en 1972. En 1974, il s'est joint au bureau régional de Toronto du Ministère fédéral de la justice à titre de procureur au criminel.

Pendant ses 25 ans de carrière au Ministère de la justice, M. Kennedy a occupé plusieurs postes de plus en plus importants, y compris le poste d'avocat général au Service canadien du renseignement de sécurité et le poste d'avocat général principal au Service fédéral des poursuites.

En novembre 1998, M. Kennedy a assumé le poste de sous-ministre adjoint principal à l'ancien Ministère du solliciteur général. Il était chargé de fournir des expertises et d'appuyer le Ministre relativement aux questions concernant l'application de la loi et la sécurité nationale. En mai 2004, après la création de Sécurité publique et Protection civile Canada, M. Kennedy a été nommé sous-ministre adjoint principal responsable de la sécurité nationale et des mesures d'urgence, un poste qu'il a occupé jusqu'à mai 2005.

Durant plus de 33 ans de carrière dans la fonction publique, M. Kennedy a joué un rôle de premier plan dans le domaine de la sécurité publique, à l'échelle nationale et internationale. De 1997 à 2005, il a assumé les fonctions de coprésident canadien du Forum sur la criminalité transfrontalière Canada-États-Unis, de président du Comité national de coordination sur le crime organisé, de président du Comité des SMA sur la sécurité publique et de président de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues de l'Organisation des États américains.

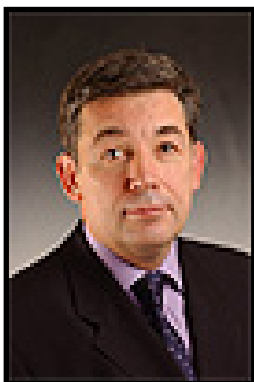
Monsieur Kennedy a été nommé à la présidence de la Commission en octobre 2005.



**DALE LARSEN**  
**Chef**  
**Moose Jaw City**

Dale Larsen s'est joint au service de police de Moose Jaw en 1977. Depuis, il a occupé des postes dans presque tous les secteurs du service de police y compris les enquêtes criminelles, la drogue et la fraude. Durant les années 90, Dale a aussi été instructeur de maniement de matraque pendant 5 ans au *Saskatchewan Police College* où il a enseigné les tactiques de défense et le recours à la force après avoir reçu une formation de Robert Koga, instructeur américain renommé de tactiques policières. Il a aussi donné des cours d'éthique au même établissement pendant plusieurs années.

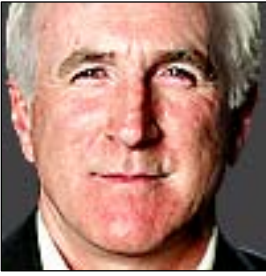
Dale possède un certificat en perfectionnement des cadres policiers de l'Université de Régina et un certificat en gestion des affaires du *Saskatchewan Institute of Applied Science and Technology*. Dale est le Chef du service de police de Moose Jaw depuis janvier.



**NICHOLAS LONG**  
**Commissaire**  
**Independent Police Complaints Commission Royaume Uni**

M. Long a un intérêt avéré pour les questions d'ordre sociales et des droits de la personne, ce qui lui a valu d'agir en tant que conseiller volontaire et de confiance au sein de plusieurs organisations. Il s'intéresse également beaucoup au système de la justice criminelle, intérêt s'étant prononcé au cours des 16 dernières années grâce à ses rôles de visiteurs lors de procès, de fiduciaire, de conseiller et de président pour plusieurs organisations, y compris NACRO et le Community-Police Consultative Group de Lambeth. Membre fondateur du Metropolitan Police Operation Trident Independent Advisory Group, Nicholas Long en a aussi été le président. Il a aussi œuvré au sein du London Crimestoppers Board.

En remerciement pour ses services auprès de la communauté et de la police de Lambeth, il est nommé MBE en 2001. Nicholas Long a participé à la publication de rapports traitant des méthodes policières. Il fut membre indépendant du Metropolitan Police Authority, où il a été vice-président du comité des finances jusqu'en 2004. M. Long est responsable des forces de police de Humberside, du South Yorkshire, du North Yorkshire et du West Yorkshire.



**GARY MASON**  
**le Globe and Mail de Toronto**  
**Bureau de Vancouver**

Gary Mason a commencé sa carrière de journaliste en Colombie-Britannique (C.-B) en 1981, en travaillant en tant qu'interne d'été pour le Canadian Press. L'un des ses premiers contrats était la couverture des derniers jours de l'enfant chéri de la province, Terry Fox.

M. Mason a, plus tard, souhaité travailler pour le Victoria Times-Colonist avant de rejoindre l'équipe du Vancouver Sun, pour lequel il a travaillé 19 ans. Il y a tenu les rôles de chef de bureau législatif, de chef de nouvelles locales et de rédacteur en chef adjoint avant de devenir un chroniqueur sportif populaire en 1997.

Mr. Mason a intégré le Globe and Mail en 2005 en tant que chroniqueur national traitant des activités de la C.-B.

Par deux fois, il a reçu le prix Jack Webster, qui est la plus importante récompense journalistique remise en BC. Il a également été nommé pour le Concours canadien de journalisme à trois reprises et a gagné ce prix en 2000 et 2002 pour ses articles sportifs. Mr. Mason est l'auteur de plusieurs succès d'édition, y compris son dernier livre Oldtimers: On the Road with the Legends of Hockey.



**MICHAEL MacDONALD**  
**Directeur**  
**Division de la politique stratégique et de la recherche**  
**Commission des plaintes du public contre la GRC**

En novembre 2007, M. MacDonald a été nommé au poste de directeur de la politique stratégique et de la recherche à la Commission des plaintes du public contre la GRC. Avant cette nomination, il a occupé plusieurs postes à Sécurité publique Canada pendant six ans où il a dirigé les délégations canadiennes de plusieurs organismes internationaux développant des partenariats stratégiques dans le domaine de la gestion des urgences et de

la sécurité nationale.

En septembre 2006, M. MacDonald a été nommé directeur intérimaire à la Division de la politique en matière de sciences et de technologie à Sécurité publique Canada, où il était chargé de coordonner les efforts en matière de sciences et de technologie nationales et internationales dans le domaine de la gestion des urgences et de la sécurité nationale.

Avant d'être nommé à ce poste, M. MacDonald était l'adjoint exécutif du sous-ministre adjoint principal du ministère de la Sécurité publique de janvier 2005 à septembre 2006. Il donnait des conseils éclairés et collaborait aux activités du Secteur de la gestion des urgences et de la sécurité publique.

M. MacDonald a aussi occupé le poste d'analyste principal des politiques au sein de la Direction générale des politiques de la sécurité nationale à Sécurité publique Canada. Il était responsable de plusieurs dossiers concernant le contre-terrorisme, le financement d'activités terroristes et le renseignement. Il a par ailleurs appuyé le Ministre et le Sous-ministre dans la mise en œuvre de divers projets et a beaucoup voyagé, donnant ainsi une optique canadienne aux nombreuses activités entreprises par la communauté internationale visant la lutte contre le terrorisme.

Avant de se joindre à Sécurité publique Canada, M. MacDonald a travaillé au ministère de la Justice en tant qu'analyste de la recherche et au Service canadien du renseignement de sécurité comme agent du renseignement à la Direction de l'antiterrorisme.

M. MacDonald est bachelier ès arts (1990) et a une maîtrise ès arts en criminologie (1994) de l'Université Simon Fraser. Il s'est joint à la fonction publique fédérale en 1997 et a publié des articles dans des domaines tels que le maintien de l'ordre, le système de justice pour les jeunes, les services correctionnels et les questions autochtones.



**WILLIAM MacDONALD**  
**Analyste d'enquête principal - Bureau du commissaire aux plaintes contre la police de la Colombie-Britannique**

Le 1<sup>er</sup> juillet 1998, William MacDonald a été nommé enquêteur principal du Commissaire aux plaintes contre la police de la Colombie-Britannique, organe indépendant de l'Assemblée législative. Oeuvrant dans un cadre dans lequel un service de police peut faire l'objet d'une enquête par un autre corps de police, M. MacDonald se penche sur les plaintes dont est saisi le Commissaire des plaintes contre la police pour assurer la conduite rigoureuse et impartiale de toute enquête portant sur une allégation d'inconduite de la police.

Ayant le pouvoir de recommander de faire enquête ou de tenir une audience publique, M. MacDonald a exercé un contrôle civil rigoureux du processus de plainte et examiné plus d'un milliers de dossiers depuis 1998. M. MacDonald a été nommé à son poste d'analyste d'enquête principal par Dirk Ryneveld, Commissaire aux plaintes contre la police, en 2003.

En août 2007, M. MacDonald a été invité, à titre d'expert international, à assister à un séminaire sur le contrôle des forces policières, à Chilpancingo, Mexique. Il a été mis à contribution pour le projet de création de la première agence de surveillance civile des forces de maintien de l'ordre au Mexique. Les ONG mexicaines Fundar, Insyde et Tlachinollan ont lutté avec acharnement pour l'instauration de mécanismes de surveillance civile. Elles ont choisi comme site d'implantation les montagnes Guerrero. Cette région jouit d'une mauvaise réputation d'une part en raison des abus et de la corruption de la police et d'autre part, en raison de la violence pratiquée couramment par les cartels qui se livrent à la culture de l'opium et à la fabrication de l'héroïne dans les montagnes. L'agence de surveillance civile des forces policières et de sécurité est maintenant établie dans la ville de Tlapa.



**BROOKE McNABB**  
**Vice-président**  
**Commission des plaintes du public contre la GRC**

Monsieur McNabb a occupé le poste de vice-président de mai 2003 à août 2004, fonction qu'il a reprise en octobre 2005.

En plus d'être responsable du règlement des appels interjetés devant la Commission, Monsieur McNabb a également été chargé par le président de la Commission de gérer un certain nombre de projets, notamment le projet visant à éliminer l'arriéré chronique des cas en attente d'examen, la mise en application des normes de service fondées sur le rendement pour chaque étape du processus de traitement des plaintes du public, un projet pilote, mis en oeuvre en collaboration avec l'Association nationale des centres d'amitié (ANCA), ayant pour objectif d'améliorer les relations avec les collectivités autochtones ainsi que la mise en place d'un code de conduite pour la Commission des plaintes du public contre la GRC.

Monsieur McNabb est un avocat possédant une expérience diversifiée en tant que réalisateur et animateur à la télévision, avocat plaidant dans un cabinet privé, médiateur et arbitre, et professeur des Études sur la résolution de conflits. Il est membre du Barreau du Haut-Canada, de l'Association du Barreau canadien et de l'Arbitration and Mediation Institute of Manitoba.

Il possède un baccalauréat ès arts de l'Université de Winnipeg, où il a obtenu la Médaille d'or des Études sur la résolution de conflits, un baccalauréat en droit de l'École de droit de l'Université d'Ottawa et une maîtrise en règlement extrajudiciaire des différends de la Osgood Hall Law School. Monsieur McNabb s'est fait connaître par son appui enthousiaste, pendant des années, à l'égard de nombreux événements communautaires et organismes sans but lucratif.



**ROBERT MITCHELL, c.r.**  
**Président**  
**Commission des plaintes contre la police de la Saskatchewan**

M. Mitchell est nommé enquêteur aux plaintes du Service de police de la Saskatchewan en juillet 2004.

Il possède de l'expérience comme avocat, homme politique et fonctionnaire. Admis au barreau de la Saskatchewan en 1960, il est nommé conseiller de la Reine en 1989. Il quitte la pratique du droit en 1991 lorsqu'il est principal associé du bureau d'avocats Mitchell Taylor Romanow Ching ayant pignon sur rue à Saskatoon. En 1986 M. Mitchell est élu membre de l'Assemblée législative de la Saskatchewan et, en 1991, il est nommé Ministre de la Justice au sein du gouvernement Romanow nouvellement élu. Il demeure Ministre du Cabinet jusqu'à sa retraite de la vie

politique en 1999.

Au cours de sa carrière au sein de la fonction publique, il a travaillé trois ans pour le ministère de la Justice du Canada, un an pour l'Organisation internationale du Travail et cinq ans comme sous-ministre du Travail de la Saskatchewan.

Il fut négociateur en chef de la Fédération des Indiens de la Saskatchewan en matière d'autonomie gouvernementale de 1999 à 2003. Il agit actuellement à titre de médiateur et d'arbitre dans les relations de travail, en plus d'assumer les fonctions d'enquêteur aux plaintes pour le Service de police de la Saskatchewan.



**ALOK MUKHERJEE**  
**Président**  
**Commission des services policiers de Toronto**

Alok Mukherjee est le premier administrateur de souche asiatique à être élu président de la Commission des forces policières de Toronto. M. Mukherjee a enseigné des cours sur la culture et la société de l'Inde et de l'Asie méridionale à l'Université York. Il est gestionnaire associé d'un cabinet d'experts-conseils établi à Ottawa. Il a de nombreuses publications à son actif et exerce nombre de fonctions publiques.

M. Mukherjee a publié des écrits dans divers domaines notamment la diversité et l'inclusivité, l'équité d'emploi pour les membres des minorités visibles et des Premières nations et la conscientisation anti-raciste.

Au cours de sa carrière, M. Mukherjee a été membre de plusieurs groupes d'intérêt public notamment : le groupe de travail de la Commission scolaire de Toronto sur la sécurité et la compassion dans les écoles, le groupe consultatif de transition du maire de Toronto, David Miller et la Commission civile des services policiers de l'Ontario. Il a en outre été vice-président et Commissaire en chef par intérim de la Commission des droits de la personne de l'Ontario.

M. Mukherjee mène également une vie communautaire active. Il est président du Conseil des gouverneurs des Agences de services aux ressortissants de l'Asie du Sud (CASSA), membre du Conseil des gouverneurs du Centennial College of Applied Arts and Technology, président des Services d'aide aux immigrants de l'Inde, président du Sous-comité du logement, Comité des enjeux sociaux de la Société de protection de l'enfance du Toronto métropolitain, président du Sous-comité sur l'accès aux services relevant du Comité du maire de Toronto sur les relations communautaires et interraciales et enfin membre du Comité multiculturel de Centraide.

M. Mukherjee a reçu le Prix du bénévole de l'année de l'Ontario (1996), le Prix des nouveaux pionniers de Molson pour le leadership de Skills for Change, Toronto (1996) et une mention élogieuse du maire de Toronto (1987). Il apporte à son analyse des enjeux relatifs aux forces policières une perspective unique issue de sa longue expérience des communautés multiculturelles et multiraciales.



**DANNY MUSQUA**  
**Professeur**  
**First Nations University of Canada**

Mr. Musqua a effectué un Masters of Aboriginal Social Work à l'Université des Premières Nations du Canada (anciennement connu sous le nom de Saskatchewan Indian Federated College). Il enseigne également pour le programme des maîtrises, coordonne les camps culturels et propose des activités traditionnelles, telles que les cérémonies de la suerie et le soutien aux personnes par le biais d'un conseil traditionnel. Il détient un grade honoris causa de l'Université de la Saskatchewan (UofS), où il a enseigné. Il est conseiller de bande et a reçu le Prix du Citoyen de l'année de la Federation of Saskatchewan Indian Nations (FSIN).

**ADAM PALMER**  
**Inspecteur**  
**Service de police de Vancouver, Colombie-Britannique**

L'inspecteur de police Adam Palmer est membre du Service de police de Vancouver (SPV) depuis 1987. Pendant cette période il fut affecté à diverses tâches opérationnelles, administratives et d'enquête. Pendant ses premiers treize ans de carrière il fut patrouilleur pour le Secteur 3 (Southeast Vancouver). Il fut également affecté à la Crowd Control Unit (unité de maîtrise des foules), à la Gang Crime Unit (unité des gangs criminels), à l'Organizational Crime Agency de la Colombie-Britannique (organisme de renseignement sur le crime organisé), à la liaison entre la police et la Couronne, et à la Section de Planification, Recherche et Vérification.

Lorsqu'il était à la Section de Planification, Recherche et Vérification, M. Palmer fut responsable du développement du Plan stratégique 2004-2008 du SPV et assura la gestion d'un Examen opérationnel à long terme des opérations de police du SPV. Ce projet consistait à examiner les questions relatives aux services de police, dont l'utilisation des heures supplémentaires, l'attribution de postes assermentés à des civils, la mise en commun des services avec la ville de Vancouver, ainsi que le déploiement des ressources administratives, de patrouille et d'enquête. Au cours des trois dernières années, cet examen opérationnel a conduit à une amélioration des pratiques commerciales du service et à l'adjonction de 194 nouveaux policiers et 95 postes consultatifs.

Le Service de police de Vancouver possède des effectives autorisés de 1 327 policiers et 390 employés de soutien civils. Il dessert une population de 600 000 personnes à l'intérieur d'une zone métropolitaine de 2,3 millions de personnes. M. Palmer commande actuellement les opérations du Secteur 2 (Northeast Vancouver), l'un des quatre secteurs de patrouille de la ville de Vancouver. Le Secteur 2 est composé de 199 policiers, qui assurent la surveillance des quartiers de Gastown, Downtown Eastside, Chinatown, Strathcona, Grandview-Woodlands et Hastings-Sunrise. M. Palmer est également responsable de la police du Port et de la Navigation pour le port de Vancouver, le plus important au Canada. L'inspecteur Palmer est récipiendaire de sept récompenses, et a déjà été nommé Policier de l'année.



**WALTER PEETERS**  
**Conseiller**  
**Comité permanent de contrôle des services de police**  
**Belgique**

Mr. Peeters a obtenu son diplôme en droit de l'université de Leuven en 1976. Après son service militaire, Mr. Peeters a été appelé à la barre en 1978. En 1985, il est nommé juge du tribunal de première instance de Dendermonde et œuvre en tant que juge d'instruction et magistrat instructeur pour divers chambres et divisions civiles de la cour de justice. Il fut juge suppléant auprès du tribunal militaire de Gand jusqu'en 1999. Il a effectué des présentations sur le droit civil pour l'école de police d'Anvers.

Walter M. J. Peeters est membre du Standing Police Monitoring Committee depuis 2001. Il a publié divers analyses et rapports policiers par le biais du Comité permanent du contrôle des services de police Comité P.

Bien qu'il ait été nommé par le Parlement, il agit toujours en tant que magistrat actif au sein de l'organisation de magistrat des minorités non-visibles. Il est aussi l'auteur d'études concernant les dommages et intérêts.





## **CLIFF PURVIS**

### **Équipes d'intervention en cas d'urgence majeure Alberta**

M. Purvis est un procureur de carrière dont l'ensemble de la vie professionnelle s'est déroulée dans la fonction publique. Il a représenté le Procureur général de l'Alberta dans le cadre de procès et de procédures d'appel. Il a aussi agi à titre de conseiller auprès de services de police dans le cadre de nombreuses enquêtes d'une grande complexité. Affecté à la Direction des poursuites spéciales, M. Purvis a été coordonnateur des enquêtes et des poursuites relatives au crime organisé. Il a donné des conférences et prodigué aux policiers autant qu'aux procureurs de la formation sur un vaste éventail de sujets.

Il est actuellement en détachement et responsable de la création et de la mise en place de l'ASIRT, une initiative du Solliciteur Général de l'Alberta. L'ASIRT est un organisme d'investigation indépendant chargé d'enquêter sur l'inconduite policière et les incidents prévus à l'article 46.1 de la Loi sur la police – spécifiquement les incidents au cours desquels la conduite de policiers a pu entraîner des blessures graves ou la mort, ou des incidents graves ou délicats. À titre de directeur civil de l'ASIRT, M. Purvis assure l'objectivité des enquêtes concernant les incidents prévus à l'article 46.1 du Code Criminel.

## **SURINTENDANT WAYNE RIDEOUT**

### **C-B Groupe d'enquête sur les homicides**

Le Surintendant Wayne Rideout est à l'emploi de la GRC depuis vingt-six ans. Il est actuellement officier responsable du Groupe intégré des enquêtes sur les homicides (IHIT) – l'unité chargée d'enquêter sur les homicides, les personnes disparues lorsqu'un crime est soupçonné, et les cas où la police est impliquée dans des incidents menant au décès ou à des blessures graves – pour vingt-cinq détachements de la GRC et services de police municipaux dans tout le Lower Mainland.

Le Lower Mainland de la Colombie-Britannique représente un défi unique pour les services de police. Leur sphère de responsabilité comprend les grandes villes métropolitaines comme Vancouver, North Vancouver, Richmond, Burnaby, Surrey, New Westminster et Coquitlam, et des villes de taille moyenne comme West Vancouver, Maple Ridge, Langley Mission et Chilliwack. Le district comprend une vaste zone rurale qui s'étend de Sechelt et Whistler à l'ouest jusqu'à Boston Bar à l'est. La population de cette région est d'environ 2,9 millions, et au cours de la dernière décennie elle a connu une hausse significative des activités liées aux gangs et au crime organisé, et une hausse de la violence qui les accompagne. Dans le Lower Mainland le maintien de l'ordre est assuré par six corps policiers municipaux et par la GRC, qui fait fonction de police municipale dans de nombreuses municipalités. Ces dernières années, le Lower Mainland a beaucoup changé et s'oriente davantage sur les opérations policières conjointes, l'intégration, le partage de l'information et une démarche coopérative.

Le Groupe intégré des enquêtes sur les homicides existe depuis cinq ans maintenant. La structure de cette unité et sa gestion, la gestion des cas graves, les systèmes d'assurance de la qualité et de reddition de compte ont tous été développés à partir du modèle de gestion des causes majeures. Les enquêteurs qui travaillent au sein d'équipes dédiées ont effectué leur travail sans barrières et sans heurts et ont pu mener chacune de leurs enquêtes sur de longues périodes, ce qui en assure la continuité. Les équipes étaient davantage conscientes de détails précis et d'éventuels embêtements concernant chacun des cas à traiter. Cette unité fonctionne comme une unité des homicides rattachée à chaque organisme partenaire plutôt que comme un organisme indépendant. L'intégration des policiers municipaux aux enquêteurs de la GRC a été tout à fait positive et a beaucoup amélioré l'opération.

Le Surintendant Rideout a travaillé aux crimes majeurs à titre d'enquêteur, de surveillant et de gestionnaire pendant dix-sept ans, notamment pour l'Unité des crimes majeurs de Surrey, les Homicides non résolus des Crimes majeurs du district du Southwest, et l'Indo Canadian Homicide Task Force (groupe de travail sur les victimes d'homicides indo-canadiennes). Outre le domaine des crimes majeurs, M. Rideout a également travaillé aux services généraux de police à Fox Creek et Killam en Alberta, ainsi qu'à Chemainus et Surrey en Colombie-Britannique.

Le Surintendant Rideout enseigne la gestion des cas graves et les méthodes d'enquête des crimes majeurs au Collège canadien de police ainsi qu'au Pacific Regional Training Academy (Centre régional de formation de la région du Pacifique).





**DIRK RYNEVELD, c.r.**  
**Commissaire aux plaintes contre la police de la Colombie-Britannique**

Monsieur Dirk Ryneveld obtient son diplôme de Droit en 1971 et, en 1974, est nommé premier sous-procureur de la Couronne régional pour Kootenays East à Cranbrook, Colombie-Britannique. En juillet 1985, monsieur Ryneveld est nommé sous-procureur de la Couronne régional pour Victoria, en Colombie-Britannique, où il présidait de nombreuses causes très médiatisées, notamment des procès pour meurtre, agression sexuelle, incendie criminel et déclaration de délinquant dangereux. Il agissait régulièrement comme avocat à la Cour d'appel de la Colombie-Britannique et occasionnellement à la Cour suprême du Canada. Il est nommé conseiller de la Reine en 1990.

En mars 1999, monsieur Ryneveld prend un congé autorisé de son poste de procureur de la Couronne pour devenir procureur principal de l'État et avocat plaidant principal au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à la Haye, aux Pays-Bas. Monsieur Ryneveld a été l'avocat principal dans un certain nombre d'affaires importantes. Il a été l'avocat principal dans la partie du procès de Slobodan Milosevic ayant trait au Kosovo, que les médias ont décrit comme le plus important procès pour crimes de guerre depuis ceux de Nuremberg. Le procès a pris fin avec la mort de Milosevic, avant qu'un verdict ne soit rendu.

Monsieur Ryneveld a été assermenté Commissaire aux plaintes contre la police de la Colombie-Britannique le 13 février 2003. Il a prôné une réforme du Police Act de la Colombie-Britannique et une ébauche de la Loi sur les plaintes contre la police. Monsieur Ryneveld a été élu président de l'Association canadienne de surveillance civile du maintien de l'ordre (ACSCMO) en 2004 et réélu en 2005. M. Ryneveld est maintenant ACSCMO de liaison avec INIOP.



**FRANK SCHUERMANS**  
**Conseiller**  
**Comité permanent de contrôle des services de police**  
**Belgique**

Frank Schuermans est diplômé de l'université de Gand en Belgique en 1991.

En dehors de sa carrière professionnelle en tant que magistrat, membre du Cabinet et du Comité P, Frank Schuermans est actif en tant que professeur. Il enseigne le droit pénal (procédurier) à l'université de Bruxelles (VUB) et donne différents cours liés aux questions liées aux services de police et à la loi de police pour l'académie de police (Flandres de l'est). Il est membre de la Commission de la protection de la vie privée (CPVP) de Belgique, qui est aussi un corps parlementaire.

M. Schuermans est également membre du Comité P depuis 2005. Il a publié de nombreux articles concernant des questions liées aux services de police, aux crimes, à la loi de la police et a rédigé des rapports pour le Comité P. Bien qu'il ait été nommé par le Parlement pour une durée de cinq ans, il reste procureur mais n'exerce cependant plus cette profession depuis qu'il est membre du Comité P.



**PETER TINSLEY**  
**Président**  
**Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire**

Monsieur Peter A. Tinsley a été nommé au poste de président de la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire le 12 décembre 2005.

M. Tinsley est diplômé de l'Université McMaster et de la faculté de droit de l'Université de Windsor. Il est membre du Barreau du Haut-Canada et est par le fait même autorisé à pratiquer le droit en Ontario, sa province natale.

Avant d'être nommé au poste de président de la Commission, M. Tinsley a agi avec trois autres personnes à titre de procureur international nommé par le haut représentant auprès de la toute nouvelle Chambre des crimes de guerre de la Cour d'État de Bosnie-Herzégovine. Auparavant, d'août 2003 à juillet 2004, M. Tinsley a été détaché par le représentant spécial du secrétaire général auprès de la mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, à titre de procureur international dans le district de Mitrovica. Aussi, dans le cadre de la remise sur pied du système judiciaire au Kosovo, il a été président du Conseil supérieur des juges et des procureurs de Kosovo, un organe indépendant composé de citoyens du pays et de ressortissants étrangers responsables du recrutement et de la discipline des nouveaux juges et procureurs.

Antérieurement à ses travaux en Europe, M. Tinsley a occupé le poste de directeur de l'Unité des enquêtes spéciales de l'Ontario. Cet organisme indépendant de surveillance civile a été mis sur pied en 1990 pour enquêter sur des actions policières ayant causé la mort ou des blessures graves, y compris des agressions sexuelles, et pour porter des accusations criminelles, le cas échéant. Le mandat particulier de M. Tinsley consistait à procéder à la réforme et au remaniement de cet organisme ayant fait par le passé l'objet de nombreuses controverses afin de lui permettre de jouer le rôle qui lui avait été donné à l'origine, soit de maintenir la confiance de la collectivité. Monsieur Tinsley a également fait carrière pendant 28 ans dans les Forces canadiennes à l'étranger et au Canada, d'abord à titre de policier militaire et ensuite en tant qu'avocat. En cette capacité, il a joué un rôle primordial dans les poursuites intentées contre des membres des Forces canadiennes pour leurs actions en Somalie.



**KATHLEEN THOMPSON, PhD Candidate, MSW, BA (Hons)**  
**Coprésidente**  
**Justice and Mental Health Committee, CMHA**

Kathleen Thompson est aspirante au doctorat (Ph. D) de la Faculty of Social Work de l'université de Calgary. Son projet de dissertation consiste en un projet de recherche participatif en collaboration avec un groupe d'adultes atteint de déficiences mentales graves, telles que la schizophrénie. Les études doctorales de Kathleen Thompson sont financées par le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). En 2004, Kathleen Thompson a été nommée directrice générale de la Schizophrenia Society of Saskatchewan. En 2005, elle est l'une des fondatrices du Saskatchewan Justice / Mental Health Steering Committee, qu'elle co-préside encore aujourd'hui.



**ALAN CAMERON WARD**  
**Colombie-Britannique Avocat**

Monsieur Alan Cameron Ward est propriétaire d'A. Cameron Ward & Company, et travaille habituellement avec un avocat adjoint pour la pratique du contentieux civil général et du droit administratif sur des questions d'environnement et de justice sociale. Il a plaidé en tant qu'avocat en Cour provinciale et en Cour suprême de la Colombie-Britannique, en Cour d'appel de la Colombie-Britannique, en Cour fédérale, en Cour suprême du Canada et devant divers tribunaux administratifs. Il représente les personnes lésées par une inconduite policière présumée à de nombreuses audiences publiques tenues par la Commission des plaintes du public contre la GRC (Ward, APEC), Office of the Police Complaint Commissioner (Hyatt, Berg) et BC Coroners Service.

De 1990 à 1993, il se spécialise dans le contentieux civil général chez Pryke Lambert Leathley Russell, Richmond, en Colombie-Britannique, tout particulièrement sur le travail de défense relatif aux lésions corporelles. En juillet 26 1983, M. Ward entreprend des stages chez Davis & Company, un cabinet de Vancouver. Il est admis au Barreau de la Colombie-Britannique le 10 juillet 1984 et pratique le droit chez Davis & Company jusqu'à mars 1990, d'abord dans les domaines du droit immobilier et du droit corporatif général (de 1984 à 1986), puis dans celui du contentieux général. Il est responsable des grandes et des petites transactions corporatives et des causes complexes de préjudice commercial et de lésions corporelles. Monsieur Ward complète son Baccalauréat en droit (LL.B.) en 1983, dans la section de common law de la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa. En 1979 il se voit décerner un diplôme de premier cycle en économie de l'University of Waterloo.

Il est actuellement membre, de la TLABC, de l'Association du Barreau canadien, d'Amnistie internationale et de la B.C. Civil Liberties Association.

**EEVA K. WHITE, B.A. (Psych.), L.L.B.**  
**Avocate**  
**Section des normes professionnelles**  
**Service de police de Calgary**

Eeva participe aux différents aspects de la justice pénale et du maintien de l'ordre depuis 1987, année où elle entrait en apprentissage comme procureur de la Couronne pour le Bureau du procureur général de l'Alberta. Pendant quatorze ans Eeva continue son travail de procureur aux poursuites criminelles, et pendant quatre ans elle est procureur aux poursuites fédérales en matière de drogue. Elle accumule ainsi plusieurs années d'expérience dans les domaines de la violence conjugale, du harcèlement criminel, des délinquants dangereux et du crime organisé.

Eeva entre au Service de police de Calgary en 2006 à titre de conseillère juridique à la Section des normes professionnelles, et de gestionnaire du Groupe de politiques et directives. Elle prodigue également de la formation et de l'encadrement aux officiers supérieurs qui mènent des enquêtes disciplinaires et jugent les poursuites à Calgary, et elle donne également une formation connexe à d'autres services, notamment à la Police provinciale de l'Ontario.

Au cours des vingt dernières années Eeva a enseigné et publié des écrits dans différents domaines, notamment sur la manière de témoigner, la preuve et la procédure, les enquêtes de faits similaires, les demandes relatives aux délinquants dangereux, ainsi que le processus disciplinaire de la police. Elle a également créé, écrit et publié le bulletin *For Justice* à l'intention des procureurs de la Couronne, qui est distribué dans l'ensemble du pays.

**TED WOOD**  
**Bureau du vérificateur général**  
**Canada**

Tedd est né et a grandi à Montréal. Il obtient son diplôme d'ingénieur forestier de l'Université du Nouveau-Brunswick en 1980.

En 1980 il lance sa carrière en endossant les fonctions d'agent forestier en Nouvelle-Écosse, à Gold River (Île de Vancouver) et à La Tuque (Lac St-Jean). En 1983, il entre au Service de foresterie du Canada à Ottawa. En 1989, il passe au Bureau du Vérificateur Général du Canada, où il travaille toujours, hormis une affectation provisoire de deux ans au Centre de la sécurité des télécommunications.

Au Bureau du vérificateur général (BVG) M. Wood est responsable de la vérification, concernant notamment la construction de l'Administration centrale du SCRS à la sécurité nationale et le Centre des armes à feu. Il est actuellement Directeur d'équipe aux Travaux publics et services gouvernementaux Canada, ministère pour lequel il est responsable des grands projets de l'État.



**GEORGE WRIGHT**  
**Commissaire**  
**Organisme chargé des enquêtes sur l'application de la loi du**  
**Manitoba**

George Wright a été nommé commissaire de la Manitoba Law Enforcement Review Agency (LERA) en mars 1998. Avant d'occuper ce poste, il était enquêteur principal à la Direction des services chargés de l'application de la loi du ministère de la Justice du Manitoba, où il dirigeait les enquêtes de la LERA et était responsable de la gestion du Programme des gendarmes spéciaux autochtones de la GRC. Il entrait en consultation avec les conseils municipaux et communautaires et les conseils des Premières Nations et leur procurait son avis sur des questions d'application de la loi. Auparavant, il avait aussi occupé le poste de Régistrare des détectives privés et des services de sécurité.

M. Wright a connu une longue et brillante carrière dans le domaine du maintien de l'ordre. En 1965 il entrait à la Gendarmerie royale du Canada, occupant différents postes à travers le Manitoba. Ses fonctions d'agent de la GRC comprenaient notamment le détachement, les enquêtes générales, la patrouille routière et l'administration; il fut commandant de détachement et superviseur de subdivision et, peu de temps avant de prendre sa retraite il occupa le poste de surveillant de la circulation de la Division "D" (pour le Manitoba). M. Wright s'est élevé au rang de sergent d'état-major et a pris sa retraite de la GRC en 1995 après trente ans de loyaux services. Il est récipiendaire d'une médaille d'ancienneté, avec agrafe en argent, décernée par la Gendarmerie royale.

En juillet 1981, M. Wright reçut de la part des Premières Nations de la Baie-des-Sables un "Star Blanket", récompense confirmant de la part du donateur sa très haute opinion de la générosité ou des réalisations du récipiendaire.

M. Wright est membre du conseil d'administration de la CACOLE, et a assisté aux conférences nationales et internationales sur la surveillance civile de l'application de la loi.